

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Marché public de services

ACCORD-CADRE RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE (CONDUITE ET ENTRETIEN) ET CORRECTIVE (DEPANNAGES ET TRAVAUX) DES BARRIERES LEVANTES, PORTAILS, PORTES DE GARAGE AUTOMATIQUES, PORTES VITREES AUTOMATIQUES DE NIVEAU 1 A 5 ET RIDEAUX METALLIQUES MOTORISES DES DIFFERENTS SITES DE L'UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL DE MARNE.

CCTP 2024PACEPOBARR

Table des matières

Article 1 – Présentation et objet de l'accord-cadre	3
1.1 Présentation	Erreur ! Signet non défini.
1.2 Objet de l'accord-cadre.....	3
1.3 Déroulement de l'accord-cadre	3
1.4 Obligations de l'accord-cadre	3
1.5 Obligations réglementaires et normatives	4
1.6 Contexte particulier.....	5
Article 2 - Installation et conditions à garantir	5
2.1 Disposition générales	Erreur ! Signet non défini.
2.2. Équipements confiés à l'entreprise.....	5
2.3. Conditions à garantir.....	5
2.4. Taux de disponibilité.....	5
Article 3 – Nature des prestations	6
3.1. Objet de la maintenance préventive et curative	6
3.2 Modalités d'intervention	6
3.3 Contenu des prestations de maintenance préventive	7
3.4 Contenu des prestations de maintenance corrective	8
3.5 Modalités après intervention.....	8
Article 4 - Délai d'intervention	8
Article 5 - Prestations hors forfait	9
Article 6 - Contrôle des prestations	9
Article 7 – Service minimum.....	9
Article 8 – Remise du matériel ou des équipements en fin de l'accord-cadre	9
Article 9 – Gestion de l'Accord-cadre.....	10

Article 1 – Objet de l'accord-cadre

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre de type multi sites regroupe toutes les prestations intellectuelles et matérielles, nécessaires à l'exécution du marché, dans les conditions économiques, techniques et sociales les meilleures pour apporter une qualité de service visant dans le temps le maintien de l'état et des performances des équipements proches de celles définies dans les fiches techniques constructeurs.

Les prestations comprennent la maintenance préventive et corrective des installations décrites en annexe 1 au présent CCTP « **Liste des équipements** ».

Les prestations seront chiffrées de façon détaillée dans les annexes 1 et 2 (décomposition du prix global et forfaitaire et bordereau de prix unitaires) à joindre à l'acte d'engagement et conformément au descriptif suivant.

Le titulaire assure l'exécution des prestations sur l'ensemble des Campus selon le descriptif de l'annexe 1 au Cahier des Clauses Techniques Particulières « Liste des équipements de l'UPEC ».

Toutes les caractéristiques techniques et quantitatives sont données à titre indicatif et n'entraînent pas la responsabilité du pouvoir adjudicateur. Le titulaire a vérifié la validité de ces données.

Le marché comprend :

- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- La tenue des documents de maintenance
- La tenue de l'astreinte
 - Les jours fériés,
 - Les samedis et dimanches
 - Durant les vacances scolaires

- Pour les opérations de maintenance préventive et correctives incluses au forfait : la fourniture de toutes les pièces détachées dont le cout unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur à 150 € HT fait l'objet d'un bon de commande spécifique.

Un état des lieux initial et contradictoire des installations est dressé entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire dans un délai de trois mois à compter de la notification du marché en vue de la passation de l'avenant mentionné au dernier alinéa de l'article 1.4 du CCAP.

1.2 Déroulement de l'accord-cadre

Les prestations doivent permettre la sécurité des biens et des personnes, le bon fonctionnement des installations et une intervention rapide en cas de panne.

Dès la signature de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur :

- Un numéro d'appel téléphonique dont la tarification est au prix d'un appel local pour les dépannages ou toute demande d'intervention ;
- Le nom et la qualification des techniciens pour la maintenance ;
- Une proposition de planning annuel de maintenance préventive à faire valider par le Service Exploitation - maintenance.

1.3 Obligations de l'accord-cadre

L'accord-cadre impose au Titulaire des obligations de résultat et des obligations de moyens.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent document et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, pour les installations concernées, tous les moyens compatibles avec l'activité de service public du pouvoir adjudicateur.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

L'avis ou l'acceptation du représentant du Pouvoir adjudicateur sur une décision concernant l'organisation ainsi que les informations et documents fournis par lui ne peuvent dégager pour autant la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire apporte toutes solutions aux défaillances constatées dans les meilleurs délais.

Il est rappelé que les interventions de maintenance sont au minimum celles exigées dans les textes réglementaires et normatifs à la date de notification du présent accord-cadre, complétées par les besoins du service dans le cadre de l'obligation de disponibilité et de continuité de fonctionnement ainsi que l'application des différentes garanties relatives aux installations concernées.

Le Titulaire doit pouvoir mettre à disposition du pouvoir adjudicateur les renforts ou la main d'œuvre qualifiée nécessaire en astreinte pour assurer la sécurité des personnes ou toute autre exigence de sécurité.

Les consommations d'eau et d'électricité locales sont à la charge du Pouvoir adjudicateur.

1.5 Obligations réglementaires et normatives

Le Titulaire du présent accord-cadre devra impérativement respecter et appliquer les impositions et/ou recommandations contenues dans les différents documents suivants :

- Le Code du travail,
- Code de l'urbanisme,
- Code de la construction et de l'habitation et ses décrets et arrêtés d'application,
- Les articles NF EN 12453-5-1-1-6 f et EN 12453-5-5-1 d,
- Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) (arrêté du 19 janvier 2009 paru au JORF n°0066 du 19 mars 2009), en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0),
- La réglementation sécurité dans les ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié) pour les bâtiments classés ERP,
- L'article CO 48 du règlement de sécurité incendie ERP, &3/e : » toutes les portes automatiques doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien »,
- La loi du 23 juin 1989 (articles L 125-3 à L 125-5 Code Construction et Habitation),
- Décret du 5 juillet 1990 relatif aux portes automatiques de garages
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes de garages des bâtiments d'habitation,
- Arrêté du 1er février 1991 relatif à la mise en conformité des portes de garages des bâtiments d'habitation,
- Décret 92-333 du 31 mars 1992 (bâtiments existants),
- Décret 92-332 du 31 mars 1992 (bâtiments neufs),
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail,
- La norme NF EN 13241-1 relative à la fabrication de toute porte manuelle et automatique industrielle, commerciale ou de garage ainsi qu'aux portails et barrières levantes.

Nota : cette liste n'est pas exhaustive. Le Titulaire doit tenir compte de l'ensemble des documents normatifs, réglementaires ainsi que des recommandations de toute nature ou origine traitant directement ou indirectement des sujets abordés dans le présent accord-cadre et de l'environnement dans lequel il se déroule. Le titulaire devra également tenir compte de l'évolution de la réglementation.

1.6 Contexte particulier

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans des établissements recevant du public (ERP), et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation concernant ces établissements.

Le Titulaire doit se conformer et faire respecter par les différents intervenants les règles de sécurité figurant au plan de prévention qui sera établi conjointement **selon le décret n° 92-158 du 20 février 1992** dès le début de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 2 - Installation et conditions à garantir

2.1 Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments,
- Des contraintes dues à leur destination,
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état ou de l'exécution des installations et équipements des bâtiments pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le CCAP et le présent CCTP.

Tous les équipements concernés par le présent accord-cadre sont pris en charge en l'état.

Le Titulaire se doit de faire appel à ses frais et aussi souvent que nécessaire aux experts, spécialistes et SAV des constructeurs, dès lors que la technicité l'exige.

2.2. Équipements confiés à l'entreprise

Se référer à l'Annexe 1 au présent CCTP « Liste des équipements ».

2.3. Conditions à garantir

Les objectifs en matière de résultat consistent :

- A garantir en permanence les performances des installations telles que prévues dans les notices techniques des constructeurs et dans les CCTP des marchés de travaux de mise en sécurité et de modernisation (pour ceux réalisés pendant la durée de l'accord-cadre objet du présent CCTP),
- A garantir la meilleure durabilité des équipements,

Les résultats et donc la qualité de la maintenance des installations sont évalués par :

- Le taux de disponibilité des équipements et des installations, fixés à l'article 2.4. du CCTP. Le titulaire de l'accord-cadre prendra toutes les dispositions nécessaires pour tenir à jour le taux de disponibilité de chaque appareil.
- Les délais d'intervention du personnel du titulaire pour le diagnostic et le dépannage du matériel défectueux et ensuite la durée de la réparation définitive.

2.4. Taux de disponibilité

Le taux de disponibilité minimal est fixé à 98% sur trois mois glissants.

Il est calculé par l'application de la formule suivante :

$$TD = (TFA - (HAT - HEP)) / TFA$$

Dans laquelle :

TD : Le taux de disponibilité de l'appareil

TFA : le temps de fonctionnement de l'appareil (soit 365 jours multiplié par 24 heures, soit 8760 heures par an).

HAT : nombre d'heures d'arrêt total sur l'année

HET : nombre d'heures d'entretien préventif et correctif

Si le taux de disponibilité est inférieur à 98,00 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mandater tout opérateur économique ou sachant afin de faire exécuter des essais sur l'équipement. S'ils mettent en évidence une carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur met en demeure ce dernier de justifier en quoi il n'est pas responsable du taux de disponibilité inférieur au seuil de 98%.

Article 3 – Nature des prestations

3.1. Objet de la maintenance préventive et curative

Conformément à la Norme FD X 60 000, la maintenance est l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou d'être en mesure d'assurer un service déterminé.

Le Titulaire prend en charge les opérations de maintenance préventive, les réparations et opérations de maintenance corrective pour tous les équipements faisant partie du présent accord-cadre. Les prestations excluent :

- Les réparations résultant d'un usage anormal ou d'une dégradation délibérée, sauf si ces dommages sont le fait du personnel du Titulaire,
- Les travaux de transformation, de restructuration, de modification des ouvrages et de mise en conformité.

Les interventions doivent être exécutées pendant les heures ouvrées dans le respect des impératifs de fonctionnement des différents Campus.

Les interventions de maintenance préventive sont au minimum :

- Celles figurant en annexe 1 et 2 de l'Acte d'Engagement,
- Celles exigées par les clauses des éventuelles garanties en cours

3.2 Modalités d'intervention

La première maintenance préventive s'effectuera sur planification, après la notification de l'accord-cadre et validé par le Service Exploitation - maintenance immobilière du pouvoir adjudicateur. Les maintenances préventives suivantes s'effectueront dans un délai maximum de 6 (six) mois à partir des précédentes.

L'accord-cadre prévoit 2 (deux) visites par an à raison d'une par semestre. Une intervention de dépannage ne peut en aucun cas tenir lieu de visite périodique. Le titulaire devra fournir un plan de maintenance préventive de façon à minimiser les interventions correctives.

Il devra définir précisément les opérations de maintenance préventive et leur périodicité pour les différents équipements. En effet, les prescriptions de maintenance préventive de ce CCTP sont données à titre indicatif. La qualité de ce plan de maintenance permettra de juger les différents candidats.

Si, au cours de ces visites, le titulaire constate la nécessité de remplacer des pièces défectueuses, il en avisera le responsable de la maintenance ou son représentant en lui communiquant un devis.

Les personnels en charge de ces vérifications devront impérativement avoir les connaissances et habilitations nécessaires.

Il est rappelé que les interventions de maintenance sont au minimum celles définies par la réglementation, les bonnes pratiques ainsi que les dispositions définies par les constructeurs des équipements concernés.

Le Titulaire signale par écrit au Service Exploitation - maintenance immobilière les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent accord-cadre et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela dès qu'il peut les déceler

en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du pouvoir adjudicateur et les travaux nécessaires à leur prévention.

Le titulaire communique l'ensemble de la documentation liée à l'exécution du marché par voie dématérialisée (SharePoint, extranet ou autre moyen jugé équivalent proposé dans l'offre technique).

3.3 Contenu des prestations de maintenance préventive

- Les visites de vérification courantes et réglementaires de bon état semestrielle des portes et de leurs accessoires, des portails et de leurs accessoires, des portes vitrés automatiques et de leurs accessoires, des portes de garages automatiques et de leurs accessoires, des rideaux métalliques motorisés et de leurs accessoires, des barrières levantes et de leurs accessoires.
- La maintenance préventive systématique et conditionnelle (y compris la fourniture des pièces et la main d'œuvre),
- Les fournitures et les consommables nécessaires à l'entretien courant,
- Le nettoyage des installations, des locaux, fosses et gaines techniques confiés au titulaire (y compris évacuation des déchets liés à ces prestations),
- Le nettoyage, graissage, réglage des organes mécaniques, électriques et électroniques ;
- La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (lames palpeuses, pressostats, cellules photoélectriques, etc.) ;
- La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité incendie ;
- La vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel ;
- La vérification du bon fonctionnement du verrouillage ;
- La vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort ;
- La vérification des articulations (charnières, pivots...) ;
- La vérification des cycles de fonctionnement dans les zones d'accostage ;
- La vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feux orange clignotants, éclairage et matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement) ;
- La vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies...) ;
- La vérification des organes de commande et des télécommandes ;
- La lubrification et les réglages nécessaires au bon fonctionnement ;
- La vérification de l'opérateur (motoréducteur électrique, opérateur électrohydraulique...) ;
- Un examen général du fonctionnement
- Le service d'astreinte (pour les pannes),
- La constitution et la gestion d'un stock de pièces détachées,
- La remise en état suite à toute dégradation consécutive à une intervention de son personnel,
- L'établissement des rapports et comptes rendus détaillés d'intervention (lors de chaque intervention),
- La coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions des agents du Titulaire et des sous-traitants, et la gestion du personnel,
- La coordination avec les utilisateurs et notamment le Service Exploitation - maintenance immobilière du pouvoir adjudicateur,
- L'accompagnement et l'assistance au bureau de contrôle chargé d'effectuer les vérifications périodiques électriques et des ascenseurs (vérification annuelle),

Nota : le planning de passage des bureaux de contrôle seront transmis au Titulaire dès réception par le conseiller de prévention du pouvoir adjudicateur.

A raison d'une visite sur deux, il convient de rajouter aux prescriptions définies ci-dessus :

- La vérification du verrouillage
- La vérification des éléments de guidage (rails, galets...) ;
- La vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts,) ;
- La vérification de l'armoire de commande et de ses composants ;

- La vérification de la fixation de la porte ;
- La vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier ;
- La vérification de l'état des peintures et de la corrosion ;
- La reprise si nécessaire des peintures.

3.4 Contenu des prestations de maintenance corrective

Le titulaire interviendra à la demande du pouvoir adjudicateur, sur simple appel téléphonique, mail ou équivalent (système de communication proposé par le titulaire dans son offre), en cas de panne ou de dysfonctionnement de l'installation et procédera :

- A l'information des utilisateurs et du responsable de Campus dans le cas d'ouvertures forcées ou de fermetures forcées des portes, barrières et rideaux, de maintenance corrective et particulièrement lorsqu'une remise en service immédiate ne peut avoir lieu (heure d'arrivée, de départ, délai prévisionnel de remise en service au moyen d'un affichage sur la ou les portes de l'appareil),
- Aux interventions de maintenance corrective pour les pièces et éléments figurant entre autres en annexe 1 du présent CCTP (y compris la fourniture des pièces et la main d'œuvre), et toutes mesures conservatoires,

Pour les prestations de maintenance corrective non comprises au forfait, un devis est rédigé par le titulaire et fait apparaître le détail des prestations envisagées, le montant de l'intervention, ainsi que son délai de réalisation, suivant le bordereau de prix unitaires (annexe 2 à l'acte d'engagement).

Après accord du responsable de la maintenance, un bon de commande sera adressé au titulaire.

Les opérations de maintenance corrective devront faire l'objet de rapports d'intervention instruit, complet, datés, signés et faisant apparaître le nom du technicien. Ils seront remis au Service exploitation-maintenance à l'issue des interventions de dépannage et de réparation par voie dématérialisée. Ce rapport fera apparaître la nature de la panne, son origine, les réparations effectuées et les pièces remplacées.

Le titulaire devra fournir un bilan annuel (échéance : dernier jour de l'année contractuelle) comprenant notamment le nombre de pannes, le nombre d'interventions et les différentes pièces remplacées sur les installations.

3.5 Modalités après intervention

Le titulaire fournira :

Un rapport sur l'état des installations et les observations formulées après chaque visite. **Ce rapport se présentera sous d'un tableau devant indiquer tous les points à vérifier de l'article 3.3 du présent CCTP** et informant chacun de ses points : date de vérification, test complet des équipements (chaque équipement devant être obligatoirement testé), état de maintenance de chaque point et conformité à la sécurité minimum exigée. Ce rapport devra être adressé dans un délai de 15 jour calendaire au service Exploitation - Maintenance.

Le titulaire doit informer par écrit le responsable de la maintenance du pouvoir adjudicateur de la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des personnes et le fonctionnement de l'installation.

Il signera le registre de sécurité incendie correspondant au bâtiment concerné, disponible à l'accueil des Campus ou au PC sécurité.

Article 4 - Délai d'intervention

Le délai d'intervention du technicien sur le site ne devra pas excéder 4 heures.

Si aucun remplacement de matériel ne s'impose, le temps de dépannage (durée nécessaire à la remise en fonction de l'installation, même provisoire) ne devra pas excéder 8 heures.

Si un remplacement de matériel s'impose, le titulaire établira, dans un délai de 24 heures après le diagnostic, un devis mentionnant notamment le montant de l'intervention et le délai de réalisation. Ce délai deviendra contractuel après acceptation du devis par le Pouvoir adjudicateur. Il ne devra jamais excéder 5 jours ouvrés, temps de réparation compris.

Article 5 - Prestations hors forfait

Les interventions autres que celles précédemment citées (en particulier le remplacement de pièces et éléments ne faisant pas partie de la liste figurant en annexe 1 au présent CCTP) et qui ont pour objet la remise en état ou l'amélioration des matériels ou équipements du pouvoir adjudicateur ne sont pas comprises au forfait. Elles sont rémunérées sur la base de devis présentés par le titulaire établi à partir du bordereau de prix unitaires.

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande spécifique.

Les délais de présentation des devis doivent être compatibles avec les obligations de maintien en activité des installations. Le titulaire mettra en place l'organisation nécessaire pour répondre aux délais suivants :

- Devis liés à une action de maintenance corrective urgente : 2 h à compter du diagnostic établis par le Titulaire.
- Devis liés à une action d'amélioration : 7 jours calendaires maximum à compter de la demande du Service travaux et maintenance immobilière.
Pour les fournitures ou articles hors bordereau de prix unitaire, le titulaire communique à l'appui de son devis, la facture pro-forma d'achat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer, au vu du devis présenté, une vérification de conformité sur la base du coût horaire de la main d'œuvre et du coefficient applicable au prix d'achat des fournitures, figurant sur le bordereau de prix unitaires (Annexe 2 à l'acte d'engagement), avant de transmettre à l'entreprise le bon de commande correspondant. Après accord du pouvoir adjudicateur, les prestations feront l'objet d'une commande et d'une facturation séparée.

Article 6 - Contrôle des prestations

Sans préjudice des opérations de vérifications, les interventions du Titulaire peuvent être contrôlées à tout moment, et sans que celui-ci en ait été préalablement avisé, par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou tout autre organisme mandaté (contrôleur technique, expert, pompiers...).

Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Article 7 – Service minimum

Si des faits, qu'ils soient indépendants ou non de la volonté du Titulaire (faits de grève notamment), risquent de provoquer des retards importants voire la non-exécution des prestations dont le Titulaire a la charge, celui-ci doit prendre toutes les dispositions utiles pour faire assurer par tous les moyens à sa convenance, un service minimum concernant les opérations élémentaires relatives au maintien du fonctionnement des équipements concernés et à la sécurité des personnes.

Article 8 – Remise du matériel ou des équipements en fin de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution de l'accord-cadre les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Afin de vérifier le respect de cet engagement, une visite contradictoire sera effectuée un mois avant la clôture de l'accord-cadre. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 9 – Gestion de l'accord-cadre

Pour satisfaire aux exigences (taux de disponibilité, délais) de l'accord-cadre de maintenance objet du présent document, le Titulaire constitue un stock de pièces de rechange dans ses propres locaux.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange indispensables à un fonctionnement correct sont celles identiques à celles de première monte, dites d'origine, préconisées ou agréées par le constructeur ; si le Titulaire était amené à utiliser des pièces dites adaptables ou standard, il devra en justifier le choix auprès du représentant du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire constitue sous sa propre responsabilité et fait son affaire de la gestion du stock de pièces.